

JÉRÔME CONTAMINE

Vice-président exécutif, Directeur financier et membre du comité exécutif de Sanofi-Aventis

Nous avons eu un débat de deux heures sur la structure de gouvernance de la santé. Ce fut un débat pour le moins animé, agrémenté de contributions et de points de vue divers et variés.

Ainsi n'est-il pas facile de vous présenter les principales conclusions de ce débat. Je souhaiterais ajouter, en tant que représentant de l'industrie, que ma légitimité à me plier à cet exercice peut vous sembler limitée, mais je vous assure qu'elle ne l'est pas dans la mesure où je vais essayer de vous résumer en toute objectivité les principaux .

1 – l'environnement de la santé, du point de vue de la gouvernance, est très fragmenté, manque de clarté et de leadership, ce qui entraîne la frustration d'un certain nombre de parties prenantes. Certaines actions entreprises à l'échelle mondiale, y compris l'implication de fondations privées telle que la Fondation Gates et Gavi Alliance sont remarquables, tout comme l'effort de Health Canada pour faciliter l'accès aux médicaments aux cours des dix dernières années. On a donné l'exemple de la malaria. Certaines avancées ont eu lieu autour des Objectifs du Millénaire.

2 – il y a eu un accord pour considérer qu'il fallait faire la différence entre les soins de santé et les soins médicaux, même s'il faut reconnaître qu'ils ne sont pas indépendants.

3 – l'amélioration de la santé, mesurée à l'aune de la durée de vie, est un objectif de base qui doit aller de pair avec l'alimentation, l'hygiène globale (eau et traitement des eaux usées), l'environnement et l'éducation. Dans ce sens, le souhait commun est que l'ordre du jour du G20 se concentre sur ces questions essentielles au lieu de faire face à très court terme aux vagues successives de crises financières. Un des participants a insisté sur le fait que la santé est avant toute chose liée à la paix.

4 – la situation actuelle fait de la santé une question majeure, avec décisions financières sur le court terme, inégalité des traitements, manque de statistiques fiables et de comparaisons sur les normes de santé, les systèmes de soins de santé et la productivité. La question du financement de l'innovation, qui est essentiellement générée actuellement par le secteur privé et par des partenariats public-privé en Occident, et assuré par les systèmes de financement de la santé des pays développés, reste largement sans réponse pour l'avenir. On s'inquiète de ce que certains pays nouvellement développés cherchent à profiter gratuitement de l'investissement dans la recherche. En ce sens, l'industrie privée est probablement le seul agent rationnel du secteur à rechercher la performance, tandis que d'autres parties prenantes sont dépourvues d'indicateurs de performance à court, voire moyen terme. Mais si cette industrie n'obtient pas un cadre stable pour engager des investissements risqués sur le long terme, elle risque d'entraîner la dégradation de la recherche et de l'innovation futures. En outre, la question du contrôle de la qualité des génériques a été soulevée, en particulier ceux fournis aux pays pauvres, ainsi que l'intégration de la responsabilité sociale comme critère applicable aux appels d'offre organisés dans le monde occidental pour que tous les fournisseurs de génériques soient sur un pied d'égalité.

5 – cependant, la gouvernance mondiale, bien qu'elle soit nécessaire de toute urgence, n'est pas suffisante. Il y a clairement besoin d'une autonomisation au niveau local, avec le développement local de l'éducation, des systèmes de santé, y compris les infirmiers et les médecins, le développement des vaccins.

6 – l'atelier a proposé de retenir les suggestions suivantes, essentiellement sur la base de suggestions de Petra Laux.

- plus qu'une simple gouvernance mondiale, il a retenu la notion de citoyenneté mondiale de la santé. Ce concept pourrait être mis en avant lors d'un prochain G20.

- autour de cette notion pourraient s'articuler un jeu de normes de responsabilité sur des principes de bonnes pratiques et de bonne conduite. Au final, ceci pourrait fonctionner comme un code de bonne pratique.

- la mise en œuvre de ce jeu de bonnes pratiques et ces objectifs pourraient ensuite être exécutée de manière décentralisée.

- il est ressorti des débats une approche commune sur le fait que l'industrie de la santé doit jouer un rôle important dans ce cadre, en ayant la capacité de contribuer à la prise de décisions rationnelles et d'offrir des médicaments et des solutions de hauts niveaux de qualité et de service pour les patients.